

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

FAIT DIVERS

C'EST DÉJÀ FAIT P.4

La Fédération Togolaise de Football (FTF) dans l'impasse :

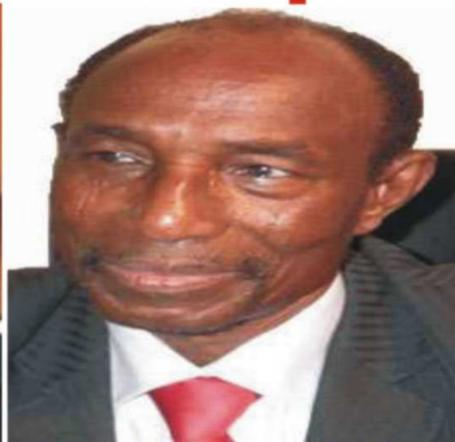
Améyi Gabriel souffle le chaud et le froid P.7

Du rififi au sein du CAP 2015 :

Gerry Taama, Bassabi Kagbara et Abass Kaboua chassés de la coalition par le gourou Jean-Pierre Fabre



Gerry Taama (NET)



Bassabi Kagbara (PDP)



Abass Kaboua (MRC)



Jean-Pierre Fabre (ANC/CAP 2015)



Mme Bernadette Légzim-Balouki, ministre du Commerce

Le Gouvernement baisse les prix des produits pétroliers à la pompe P.4

Accès à l'électricité pour tous :

La CEET soumet un ambitieux projet à ses partenaires financiers P.6



Dr Gnané Djétéli, DG de la CEET

Amélioration de la circulation à Lomé :

LE BOULEVARD DES ARMÉES, LES AVENUES DE LA VICTOIRE, DU R.P.T ET AUGUSTINO DE SOUZA BIENTÔT RÉNOVÉS P.6



Le DG des Travaux Publics présentant le projet sur le terrain

Les écoles confessionnelles Catholiques fermées depuis mardi P.6

Journée internationale des volontaires : 500 nouveaux ont prêté serment

La 9ème vague des volontaires nationaux ont prêté serment le 5 décembre dernier à Lomé à l'occasion de la célébration la Journée internationale des volontaires dont le slogan est " Change le monde, deviens volontaires ". Ils sont cinq cents (500) nouveaux volontaires que le Programme de promotion du volontariat national au Togo (PROVONAT) a envoyés sur le terrain. La cérémonie est présidée par Mme Tomegah-Dogbé Victoire, la ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, en présence de la représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement au Togo (PNUD-Togo), Khardiata Lo N'diaye et plusieurs invités.



Les 500 nouveaux volontaires prêté serment

Pour Mme Tomegah-Dogbé, cette année, non seulement nous célébrons le volontariat dans son ensemble, mais aujourd'hui en particulier, il s'agit d'une journée pour rendre hommage à la participation populaire, qui per-

met de faire bouger les choses à tous les niveaux et de mettre en valeur la contribution des volontaires dans l'engagement des communautés de base dans le processus de prise de décisions.

" Le volontariat œuvre au ser-



Remise de kit aux volontaires par la ministre Victoire Dogbé.

vice des populations vulnérables, tout en renforçant la participation citoyenne et la cohésion sociale, faisant donc de lui un véritable outil d'intégration, d'inclusion et de civisme ", a-t-elle précisé.

Le programme a mobilisé et déployé à ce jour plus de 5 000 volontaires nationaux sur le territoire. Le PROVONAT vise à devenir une Agence Nationale du Volontariat du Togo (ANVT) pour consolider davantage la visibilité du volontariat national, son enracinement institutionnel et assurer sa pérennité.

Pour Khardiata Lo N'Diaye, ces volontaires offrent leurs connaissances tout en améliorant leur propre savoir-faire. " Ils soutiennent les communautés, tout en acquérant un sentiment d'accomplissement personnel où leurs gestes, leurs apports et leur soutien au quotidien peuvent faire la différence", a-t-elle relevé.

A travers cette journée, ce sont les fruits des efforts des volontaires du monde entier qui sont célébrés. Par la même occasion, les volontaires se rappellent du vœu qu'ils ont fait de partager leurs expériences, de mobiliser leur énergie et leurs talents au service de leurs communautés.

Notons que le Togo a accueilli ces deux dernières années, plus de 5 000 volontaires français et 2 500 volontaires américains du Corps de la Paix. Les Nations Unies ont également mobilisé plus de 250 Togolais et ont fait intervenir 170 volontaires.

Carole AGHEY

COMMERCE : Journalistes et acteurs commerciaux s'imprègnent du cadre "Intégré" renforcé à Kpalimé

Un atelier de formation sur la politique commerciale du Togo ainsi que le Cadre intégré renforcé (CIR) et ses opportunités a regroupé, les 04 et 05 décembre 2014 à l'Hôtel Cristal à Kpalimé, les membres des structures d'appui au commerce, du secteur privé, du Comité national de négociations commerciales internationales et des journalistes économiques.



La table d'honneur

Organisé par le ministère du Commerce et de la promotion du secteur privé à travers le Secrétariat de mise en œuvre du cadre intégré renforcé (SMO-CIR), ce séminaire a pour but d'éclairer les participants sur les multiples opportunités qu'offre aux acteurs du commerce le cadre intégré pour faire de ce secteur un outil de croissance et de réduction de la pauvreté.

La rencontre a permis aux participants d'avoir un aperçu général sur la Politique commer-

ciale du Togo ; le Cadre intégré, ses objectifs et son évolution; l'Etude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC); l'appropriation nationale, la gestion du processus du CIR et le rôle des parties prenantes.

Le Cadre intégré renforcé (CIR) est un programme multi-donateurs qui aide les pays les moins avancés (PMA) à jouer un rôle plus actif dans le système commercial multilatéral. Il vise,

plus largement, à favoriser la croissance économique et le développement durable et à faire sortir davantage de gens de la pauvreté.

Le Togo est, depuis 2008, bénéficiaire de ce programme qui fournit actuellement une aide à 49 pays figurant parmi les plus pauvres et qui est financé par un fonds d'affectation spéciale dont l'objectif de financement s'élève à 250 millions de dollars.

Cette initiative de l'OMC a pour finalité de faire du commerce un facteur de croissance et de lutte contre la pauvreté, explique Talime Claude Abe, directeur du Commerce intérieur et point focal du CIR au Togo.

Les subventions obtenues permettent de mener des campagnes d'information, de renforcer la compétitivité des produits togolais, de respecter les normes internationales ou de favoriser la promotion du genre. Il y a aussi la promotion de certaines filières comme le soja dont la demande explose à l'international.

Le soja constitue un ingrédient clé de nombreux aliments largement consommés en Europe et aux Etats-Unis. Ses propriétés nutritionnelles et technologiques fonctionnelles sont utilisées pour la fabrication de produits de boulangerie, de crèmerie, de plats préparés, de laits infantiles.

T. Olivier

Le CONAPP lance la première édition des journées portes ouvertes de la presse

Faire la promotion de l'image de la presse togolaise, c'est le motif qui a conduit le Conseil national des patrons de presse (Conapp) à lancer, le jeudi 4 décembre 2014, les journées portes ouvertes de la presse togolaise dont la première édition se déroulera du 17 au 20 décembre à Lomé.

Il s'agit à travers cette initiative de faire découvrir aux lecteurs, auditeurs, spectateurs ainsi

qu'aux étudiants, le savoir-faire en matière de presse et le travail journalistique dans sa diversité. Il s'agit en somme de créer, pendant plusieurs jours, une interaction entre la presse et l'opinion.

Il s'agira à terme de valoriser le travail des journalistes ; de motiver et d'impliquer les professionnels des médias dans un projet collectif et inclusif, etc.

Plusieurs activités sont prévues dans le cadre de ces journées, notamment une exposition



La table à la cérémonie de lancement

de la presse d'avant-indépendance jusqu'à nos jours ; une exposition de photos-presses ; une animation en live de programmes phares de radios et télévision ; des ateliers thématiques ; des conférences-débats ; des projec-

tions de films-documentaires ; des jeux-concours, etc.

Une soirée de gala dénommée " La nuit de la presse ", ouverte aux responsables des médias, sera l'apothéose de ces journées.

Pierre A.

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

Lisez tous les jeudis votre Journal

“ Chronique de la Semaine ”

Du rififi au sein du CAP 2015 :

Gerry Taama, Bassabi Kagbara et Abass Kaboua chassés de la coalition par le gourou Jean-Pierre Fabre

Le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) est-il déjà au bord de l'explosion ? Telle est la question que se posent les militants de l'opposition médusés de voir des exclusions au lieu du rassemblement autour de leur mouvement. Le CAP 2015 qui devrait ratisser large au sein de l'opposition, opte plutôt pour l'exclusion de certains partis qui ont accepté, après trois mois de conclave, de se mettre derrière le candidat unique, Jean-Pierre Fabre. C'est mal connaître ce dernier qui, imbu de son égo (puisque'il est un métis), n'aime pas les critiques, ni la concurrence lorsqu'on est avec lui.

L'histoire donne raison au CAR et à l'ADDI qui n'ont pas voulu prendre le train du CAP2015, ne sachant pas à quelle sauce ils seraient mangés. Ils ont très tôt claqué la porte à cette marche forcée de l'ANC qui voulait les englober dans un couvent dont ils auraient du mal à sortir. Le NET de Gerry Taama et le PDP de Bassabi Kagbara ont voulu tenter l'expérience avec le gourou de la secte ANC, mais seulement ils auraient dû prendre conseil auprès du président du parti OBUTS, Agbéyomé Kodjo, ou bien auprès de l'allié de toujours de l'ANC, Aimé Gogué de l'ADDI, avant de s'engager dans cette aventure avec Jean-Pierre Fabre. Aujourd'hui, ils font l'amère expérience avec l'ANC et son président qui n'a pas hésité à les mettre à la porte comme des malpropres. "Au demeurant, qu'ont-ils fait pour se voir chas-



Gerry Taama (NET)



Bassabi Kagbara (PDP)



Abass Kaboua (MRC)



Jean-Pierre Fabre (ANC/CAP2015)

sés du CAP2015 par le gourou unique, Jean-Pierre Fabre ? ", s'interrogent beaucoup de Togolais.

Gerry Taama est viré du CAP 2015 parce qu'il n'a pas sa langue dans sa poche. Il pensait que dans une coalition de l'opposition composée de partis qui se disent démocratiques, l'on pouvait s'exprimer librement sans prendre de gants. Il a ignoré que lorsqu'on est en accointance avec l'ANC, avant de parler, il faut d'abord la permission du gourou Jean-Pierre Fabre ou de l'un de ses sous-fifres comme Eric Dupuy. C'est le crime de lèse-majesté qu'a commis l'ancien militaire devenu écrivain, Gerry Taama. On lui reproche d'avoir révélé des informations qui ne sont, en réalité, qu'un secret de Polichinelle, donc une pure et simple vérité connue de tout le monde. " Pourquoi peut-il parler sans l'autorisation du grand timonier Jean-Pierre Fabre ? ", s'indigne-t-on à l'ANC. Et pourtant, Gerry Taama est président d'un parti et il est libre de ses actions, de ses mouvements et de la parole. Il est simplement en alliance avec l'ANC sur la candidature unique de

l'opposition pour le scrutin de 2015 mais n'a pas dissout son parti au sein de l'ANC.

En tout cas, un cadre du parti OBUTS qui a frotté avec l'ANC, révèle que " lorsque que tu es avec eux (ndlr ANC), tu dois toujours accepter ce qu'ils disent sans critique, ni contribution de ta part. Surtout lorsqu'il s'agit d'une décision prise par Jean-Pierre Fabre, tout le monde doit accepter religieusement ".

Que dire du cas Kagbara Bassabi du PDP qui a été aussi viré du CAP2015 ?

Pour le président du PDP, Bassabi Kagbara, c'est l'audience que le président de la République lui a accordée qui est à l'origine de son éjection. Jean-Pierre Fabre et ses affidés n'ont pas digéré que le président du PDP se permette d'aller voir le président de la République alors que c'est lui seul qui a l'exclusivité en tant que chef de file de l'opposition d'entreprendre cette démarche.

Il apparaît clairement que lorsque des partis politiques sont en coalition avec l'ANC, ils doivent cesser d'exister pour s'aligner les yeux fermés derrière

l'ANC et se plier à son diktat. Cette manière de penser et d'agir de l'ANC n'est pas loin de celle d'un parti unique où tout le monde doit regarder dans la même direction. Ce que dit le gourou, tout le monde doit l'accepter sans broncher. C'est regrettable que l'ANC éprouve toujours des difficultés à s'entendre avec les autres partis à cause de son arrogance et son mépris.

Abass Kaboua et son MRC chassés du CAP2015.

L'homme que l'ANC a suffisamment exploité au cours des marches hebdomadaires de l'ANC et du CST où il excellait dans les injures des autorités, a été renvoyé comme un chien errant. Il était accepté parce qu'ils avaient besoin de lui à cause de ses injures qu'il profère contre les responsables du parti au pouvoir. Mais maintenant qu'ils n'ont plus besoin de lui, les thuriféraires de l'ANC se sont débarrassés de lui comme s'il était devenu un démon. " L'opposition est aujourd'hui prise dans un sale jeu qu'entretiennent certains leaders qui n'aiment pas le débat contradictoire.

C'est regrettable ", dit Abass Kaboua furieux du traitement que ses compagnons de l'opposition lui ont infligé.

Que va-t-il devenir maintenant ? Va-t-il changer de fusil d'épaule en insultant cette fois-ci Jean-Pierre Fabre et ses acolytes ? Wait and see !

Pourquoi ce sont seulement les partis politiques dirigés par des nordistes qui sont chassés du CAP2015 ?

Aussi curieux que cela puisse paraître, ce sont les trois partis dirigés par des ressortissants du nord, qui ont été virés du CAP2015. Selon certaines indiscretions, des responsables de l'ANC n'ont pas digéré la présence de ces partis, notamment le PDP et le NET, au sein de la coalition.

Les faucons de l'ANC pensent que ces deux partis peuvent saboter certaines de leurs actions en vendant la mèche au pouvoir. Pour eux, ces deux partis veulent trop voir dans la marmite. Tout le monde sait qu'à peine la coalition formée, Jean-Pierre Fabre a sauté dans un avion pour l'Occident. Que va-il faire là-bas ? Les militants du CAP2015 sont-ils en Europe ou au Togo ? Certains observateurs pensent que Jean-Pierre Fabre voulait ce regroupement juste pour aller faire ses affaires en Europe.

Actuellement, les faucons de l'ANC acceptent difficilement le PSR d'Abi Tchessa qui pourtant est avec eux depuis des années.

Visiblement, les responsables de l'ANC ont juste sauté sur l'occasion pour se débarrasser de tous ceux qu'ils considèrent comme indésirables parce que n'ayant pas confiance en eux à cause de leur origine et aussi à cause de leur curiosité. Mais les observateurs se demandent si cette manière d'exclure les partis qui pouvaient apporter des voix au CAP2015, ne leur sera pas plus nuisible que bénéfique.

Il va sans dire le CAP 2015 se vide des potentiels électeurs et ne devrait pas s'étonner de son échec à la prochaine présidentielle. Il ferait amende honorable le moment venu en reconnaissant cet échec après la proclamation des résultats du scrutin.

Aliziu Dominique

Préparatifs de la présidentielle de 2015 :

Le Comité de suivi du processus électoral a tenu sa première réunion

Hier mercredi s'est tenue à la Primature, sous la présidence du maître des lieux, le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu, la première réunion du Comité de suivi du processus électoral enclenché depuis plusieurs mois déjà. Cette réunion a regroupé outre le chef de gouvernement, le ministre de l'Administration territoriale, les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les représentants des partis politiques et les partenaires techniques et financiers du Togo.

Cette rencontre, première du genre, a pour objectif de plancher sur les conditions d'une bonne organisation de l'élection présidentielle de 2015. Le Comité de suivi du processus



Le PM Ahoomey-Zunu au sortir de la réunion du Comité de suivi, tenue en présence des partenaires du Togo

électoral est un cadre d'échanges et de discussions qui doit permettre aux acteurs concernés par le processus électoral d'être au même niveau de compréhension et d'information sur le processus en cours, de faire des observations et trouver des solutions à tout ce qui peut entraver le bon déroulement du processus.

Au cours de cette réunion, la

CENI conduite par son président, Taffa Tabiou, a fait le point de ses activités tout en relevant les difficultés rencontrées dans l'exécution de son chronogramme.

Au sortir de cette réunion, plusieurs acteurs politiques se sont confiés aux médias. Pour le membre du gouvernement, Gilbert Bawara, l'intérêt de ce cadre est de faire en sorte que

l'élection présidentielle ait lieu non seulement dans un climat de sérénité, mais que les protagonistes puissent également promouvoir la confiance.

Le cadre, selon lui, privilégie la concertation dans la résolution des difficultés que l'on rencontrera au cours du processus. " S'il y a des difficultés, pouvoir les anticiper et les prévenir. S'il y a

Suite à la page 4

Le Gouvernement baisse les prix des produits pétroliers à la pompe

A compter du lundi 15 décembre prochain, les prix des produits pétroliers à la pompe seront revus à la baisse sur tout l'ensemble du territoire national.

C'est la décision du conseil des ministres tenu hier à la présidence de la République qui a adopté un projet de réaménagement des prix des produits pétroliers.

Ainsi, le prix du super sa

ns plomb passera de 655 francs CFA à 610 francs CFA, soit une baisse de 45 francs CFA. Le prix du gasoil, lui, passe de 679 francs CFA à 665, soit une baisse de 14 francs CFA. Le prix du pétrole lampant reste inchangé. Cette baisse du prix du carburant à la pompe, précise le communiqué du conseil des ministres, a été rendue possible grâce à une subvention du gouvernement d'un montant total de 2 milliards de francs CFA.

Depuis mi-juin, les cours mondiaux du brut ont chuté d'environ un tiers. Face à cette baisse du prix du baril, des associations de consommateurs avaient réclamé une baisse du prix du litre à la pompe. La lueur d'espoir avait été donnée par la ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Bernadette Legzim-Balouki.

" Le système en vigueur au Togo consiste à acheter les produits pétroliers à partir d'un appel



Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce

d'offres international. Quand un trader gagne le marché, l'idée est de s'entendre sur un prix bloqué pendant 3 mois. Les appels se font chaque trimestre ", expliquait-elle avant de préciser que

la prochaine commande tiendrait compte de cette baisse. Aujourd'hui c'est chose faite mais l'on se demande pour combien de temps.

P.A.

Préparatifs de la présidentielle de 2015 : Le Comité de suivi du processus électoral a tenu sa première réunion

Suite de la page 3

des propositions concrètes qui peuvent conduire à améliorer le processus électoral, que nous puissions le faire. C'est aussi le lieu où, s'il y a des difficultés sur le terrain, les partis politiques peuvent faire état de cela de telle sorte que nous ayons la même compréhension et le même niveau de connaissance de l'évolution du processus électoral et que le processus soit géré de manière concertée ", a souligné le ministre Gilbert Bawara.

L'important, selon le représentant de la Coalition Arc-en-

ciel, Dr Georges-William Kouessan, " ce sont les réformes institutionnelles et constitutionnelles et nous avons dit que ces réformes sont importantes avant l'organisation de toute élection dans notre pays. La réponse de la primature a été bonne. Le Premier ministre a dit que nous allons donner le temps à la proposition de loi qui est sur la table de l'Assemblée Nationale, de suivre son cours ".

Pour Folly-Bazy Katari, 2ème vice-président du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), " c'est un cadre qui va permettre aux partis politiques

de porter à la connaissance du gouvernement et de tous les acteurs les préoccupations des uns et des autres ".

De telles rencontres, a indiqué le Premier ministre, vont se répéter une ou deux fois dans la semaine jusqu'à la fin du processus électoral afin d'amener les acteurs impliqués dans le processus électoral à aplanir, dans un esprit d'apaisement et de concertation, toutes les difficultés qui verront jour au cours de ce moment important de la vie politique de notre pays.

JPB

Sécurité maritime : L'ONAEM organise la 1ère Conférence maritime à Lomé

La problématique de la sécurité maritime préoccupe beaucoup les autorités togolaises. C'est ce qui a amené le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à présider personnellement la première réunion du Haut conseil sur la mer le 18 septembre 2014 à Lomé. Suivra ensuite la création de l'Organisme national chargé de l'Action de l'Etat en Mer (ONAEM). Mardi dernier, cet organisme a organisé, la première conférence maritime à Lomé.



Photo de famille des participants à cette rencontre

Cette rencontre intervient en prélude à la conférence des Chefs d'Etat de l'Union Africaine sur la sécurité maritime qui se tiendra à Lomé en 2015. Elle vise à échanger avec les participants sur les mesures idoines à mettre en œuvre afin de mieux protéger le port de Lomé des attaques terroristes.

Elle devrait permettre aux acteurs des différents départements impliqués dans le processus de poser les bases techniques de mise en œuvre par la répartition des tâches et une prise en main des missions de chaque secteur.

C'est le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Col Yark Damehame qui a ouvert les travaux de cette rencontre au nom du Premier

ministre, et en présence des acteurs du monde maritime et des partenaires.

Les participants devront pendant ces deux jours d'échanges, plancher sur la mise en œuvre des décisions du Haut conseil pour la mer.

" L'Organisme national chargé de l'Action de l'Etat en Mer marque un pas important dans la mise en œuvre des réformes en cours dans le secteur maritime au Togo et constitue une mise en route des recommandations du Haut conseil pour la mer ", a indiqué le ministre Yark.

Pour lui, la conférence maritime est une instance produite par les réformes en cours dans le secteur maritime en vue de contribuer à la formulation de la mise en œuvre des décisions du Haut conseil pour la mer au passage des informations sur l'ac-

tualité dans le secteur.

Il a par ailleurs indiqué que la nouvelle organisation est un instrument de stabilité, de développement du secteur maritime et de lutte contre les actes illégaux en mer. Il a souligné la nécessité du "renforcement de notre plateforme portuaire nationale soutenue par une amélioration de la qualité de transport maritime, l'émergence de l'économie maritime en permettant de fournir des services de base, d'offrir des possibilités d'emploi et de réduire la pauvreté ".

Cette rencontre, a laissé entendre le ministre en charge de la sécurité, est une occasion pour les participants " de mettre en route les recommandations issues du Haut Conseil sur la mer tenu le 18 septembre dernier sous la supervision du chef

Suite à la page 5

Fait divers

C'EST DEJA FAIT

Il s'est produit un événement le mercredi 03 décembre dernier à Davié, une localité située au nord de Lomé, à deux kilomètres à l'ouest du poste de péage. Deux individus, tous deux proches collaborateurs d'un ministre, se sont retrouvés devant une situation difficile à gérer. Les deux collaborateurs ont acquis, sans le savoir, le même lopin de terre au profit d'une secrétaire exerçant au sein du même ministère. (Discretion exige, nous nous sommes fait le devoir de taire les noms).

Que s'est-il passé ?

Selon nos informations, la secrétaire et le premier collaborateur, Monsieur X, avaient fait le tour sur le site pour s'assurer que le maçon avait réalisé la scellée des bornes comme prévu. Ils auraient profité de l'absence du ministre pour aller non seulement s'assurer que le travail est bien fait mais aussi vérifier que les noms inscrits sur les bornes répondaient à l'état civil de la bénéficiaire.

En effectuant cette course, Monsieur X ne s'était jamais inquiété d'être vu sur les lieux. La seule personne qu'il ne souhaiterait pas qu'elle sache qu'il a acheté un terrain à sa dulcinée, c'est bien sa " vieille ", autrement dit, la pauvre mère de ses trois enfants. Mais comble de malheur, c'est le second conseiller, Monsieur Y, qui atterrit sur les lieux. Il n'aurait pas vite aperçu tout de suite Monsieur X. Celui-ci s'était entre temps rendu sur un autre lot appartenant à de la parcelle de sa dulcinée. Il était en train de parcourir ce terrain lorsque Monsieur Y est arrivé sur les lieux. Il l'interpelle amicalement et fraternellement en ces termes : " Que cherche mon frère et ami dans cette brousse ? Tu nous suivais ou comment ? Ne me dis pas que tu as des affaires dans les environs ! ".

Mais plutôt que de répondre à son interlocuteur, c'est directement à la secrétaire que Monsieur Y s'est tourné : " Pourquoi est ce que tu as coupé tes portables ? Aurais-tu appris que le terrain que je t'ai acheté a fait l'objet d'une double vente ? J'étais à l'entrée de Tsévié en compagnie de mes amis quand l'on m'a appris que deux individus sont en train de roder autour du site. J'ai eu peur. Si je savais que tu as loué les services de Monsieur X pour venir vérifier la nouvelle, je ne me serais pas gêné de me déplacer ".

Très surpris par les propos de son collègue, Monsieur X ne s'est pas fait prier. Avec rage, il s'adressa à la secrétaire : " Mademoiselle, de quel terrain parle mon collègue ? ". Elle répond en lui disant qu'il s'agit de celui que lui aussi a acheté. " Comme c'est chez le frère du premier acquéreur que tu m'as acheté le terrain, je n'ai pas pu me rendre à l'évidence que les deux ont vendu le même lopin. Je présente à vous tous mes excuses et vous promets que je vais récupérer votre argent pour vous le retourner ", dit-elle. Très peinée et totalement abasourdie, elle conclut : " C'est déjà fait, mais je peux vous rassurer que nous trouverons une solution consensuelle ".

Vous êtes le conseiller des deux collaborateurs, imaginez la suite.

B.TALOM

Des centaines de participants à la Conférence des PME/PMI sur leur contribution au développement du Togo :

L'U35 gagne le pari de l'organisation

Des centaines de participants et plusieurs invités de marque et partenaires ont pris d'assaut, le lundi 8 décembre dernier, l'hôtel EDA OBA, lieu de lancement de la conférence des petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI) du Togo.

C'est une initiative de l'Union des Petites et Moyennes Entreprises et Industries du Togo (U35) qui a regroupé pendant deux jours les acteurs de ce secteur autour du thème : " PME/PMI au cœur du développement ". Il s'agit d'amener à travers ces assises, ces structures professionnelles à jouer pleinement leur partition dans l'économie nationale.

Selon M. Kondo BILANTE, Président Exécutif de U35 et président du comité d'Organisation de ladite conférence, cette rencontre a pour but d'"amener les délégués venus de toutes les préfectures du Togo à réfléchir sur les questions dont les solutions permettront de booster l'économie togolaise".

" Désormais, les PME et PMI devraient jouer pleinement leur partition dans l'économie nationale ", a-t-il indiqué.

En présentant le diagnostic des maux dont souffre le secteur



Les acteurs des PME/PMI face...

des PME/PMI, le président de U35 s'est réjoui des efforts consentis par les pouvoirs publics ces dernières années en matière de réformes essentielles à opérer. Ces réformes, selon lui, ne pourraient être profitables aux PME/PMI que si celles-ci sortent définitivement de leur léthargie pour s'épanouir et participer au développement du Pays. " On constate au niveau des PME/PMI un manque de dynamisme caractérisé par des régressions dans nos chiffres d'affaires, des fermetures de nos structures pour cause de faillite ou défaut de paiement d'impôts, des abandons... ", a-t-il reconnu. Il a engagé les délégués à se ressaisir et à rectifier le tir. " Le moment est venu pour que chacun prenne conscience de notre

retard, d'abord nous-mêmes par rapport au travail du gouvernement qui permet naturellement à chaque entreprise de s'émanciper ", a lancé M. Bilanté. Il promet un engagement des PME/PMI pour que le potentiel de ce secteur profite à l'émergence économique du Togo.

En ouvrant les travaux de cette conférence au nom du ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, le ministre Djossou Sémondji de la Planification et du Développement, a fait savoir qu'au cœur de l'action de développement du gouvernement se trouve la promotion des PME/PMI. Il a pour cela félicité et encouragé cette initiative de U35 qui permet que les opérateurs économiques eux mêmes, sur-



...aux autorités lors de la rencontre.

tout les jeunes prennent conscience de ce que eux-mêmes doivent faire. " Ce que le gouvernement doit faire, c'est d'améliorer les conditions de travail des entreprises et nous avons beaucoup d'actions réalisées. Tout ce que nous faisons pour l'amélioration du climat des affaires, c'est pour les jeunes d'abord ", a-t-il rassuré.

Le ministre Djossou Sémondji a par ailleurs souligné que les difficultés que rencontrent ces PME / PMI, sont nées de la longue crise politique qu'a traversée le Togo depuis les

années 90.

Il a pour finir exhorté chacun des délégués à cultiver l'excellence. Car, " c'est de la culture de l'ambition loyale et le plein engagement que résulte le succès ".

Au terme de ces assises, une feuille de route servant de plan stratégique sera remise aux autorités pour la sortie de crise.

Les PME/PMI estimées à 700 au Togo, participent à plus 15% au PIB national.

Pierre A.

Sécurité maritime :

L'ONAEM organise la 1ere Conférence maritime à Lomé

Suite de la page 4

de l'Etat et de partager les actualités du secteur afin d'anticiper les dégâts ". Il n'a pas manqué de saluer le travail déjà abattu par la sécurité maritime pour assurer au port de Lomé une

de lutte contre la piraterie maritime et toutes ses conséquences.

Il a, au passage, souligné l'importance du secteur maritime dans l'économie nationale à travers le développement que connaît le port aujourd'hui.



Vue partielle des acteurs portuaires

notoriété dans la sous-région.

Pour le ministre des Transports et des Travaux publics, Ninsao Gnonfam, cette rencontre, première après celle du Haut Conseil sur la mer est une occasion pour les participants de réfléchir sur les moyens

Le Port Autonome de Lomé (PAL) est en effet un important levier de l'économie nationale. Bras des pays de l'arrière-pays, le PAL est l'un des ports en eau profonde en Afrique.

Pierre A.

La BRVM et le gestionnaire de Fonds d'investissement (AFIG) Funds entrent en partenariat

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et le gestionnaire du Fonds d'investissement (AFIG) Funds ont signé, le mardi 09 décembre 2014 à Dakar(Sénégal), une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du troisième compartiment de la Bourse dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance.



Edoh Kossi Aménounvé, DG de la BRVM

Ce partenariat stratégique scellé entre les deux structures vise à faciliter le financement des PME par la bourse.

Le projet de mise en œuvre du troisième compartiment dédié aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux entreprises à fort potentiel de croissance sur la bourse de l'UEMOA vient ainsi d'enregistrer l'appui d'un gestionnaire de fonds d'investissement de référence.

Selon M. Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM et du Dépositaire Central /Banque de Règlement, il s'agit " de s'allier l'appui d'un partenaire technique capable de participer à la mise en œuvre d'un compartiment adapté aux PME de notre Union et qui facilite leur accès au financement par la bourse ". Le financement des PME qui représentent un poids

significatif dans le tissu économique de l'UEMOA, est, depuis plusieurs années, l'une des problématiques au centre des préoccupations tant des Gouvernements que du secteur privé des Etats de l'UEMOA. Dans le cadre de sa mission de développement régional des marchés financiers, la BRVM a l'ambition d'apporter des solutions permettant de faciliter l'accès au financement des sociétés de la zone.

Le Directeur Général de AFIG Funds, M. Papa Madiaw NDIAYE, a de son côté estimé que la signature de ce partenariat vient offrir à sa structure " un nouveau véhicule pour la cession des participations qu'elle détient en portefeuille par le biais du nouveau compartiment du marché actions dédié aux PME

tout en réalisant une bonne rentabilité ".

Les deux parties ont convenu, dans le cadre de ce partenariat, de mutualiser leurs expériences et de mettre en synergie leurs compétences dans le processus de création du troisième compartiment dédié aux PME et aux entreprises à fort potentiel de croissance.

Advanced Finance & Investment Group (AFIG Funds) est une société de gestion de fonds d'investissements créée à l'île Maurice avec des bureaux à Dakar, Johannesburg (Afrique du Sud), et Washington D.C. (Etats-Unis). Avec plus de 122 millions de dollars sous gestion, AFIG Funds est l'un des premiers acteurs africains du Capital Investissement en Afrique.

Pierre Agbanda

Offre d'emploi

Une société de la place recherche des employés ayant au minimum le niveau BAC 2 et capables de travailler dans la zone d'Avepozo.

Les candidats devraient être âgés de trente cinq ans au plus. Une expérience dans le domaine de la santé serait un atout.

Le dépôt de dossier se fait au secrétariat de radio Kanal Fm au plus tard le 27 novembre 2014.

Amélioration de la circulation à Lomé :

Le Boulevard des Armées, les Avenues de la Victoire, du R.P.T et Augustino de Souza bientôt rénovés

La stratégie de redressement et de relance du secteur des transports routiers au Togo connaît depuis quelque temps un coup d'accélérateur. Dans la poursuite des actions déjà entreprises par le Gouvernement, le ministère des Travaux publics et des Transports vient de lancer " les travaux de réhabilitation, de renforcement, d'assainissement et de bitumage de trois rues de la voirie urbaine de Lomé ". Il s'agit du Boulevard des Armées (3,035 km), des Avenues de la victoire et du R.P.T (2,800 km) et Augustino de Souza (2,944 km) qui feront peau neuve d'ici douze mois. Les travaux ont été officiellement lancés, le mardi dernier, par le Directeur général des Travaux publics, Tchédé Issa Kanfitine, en présence des principaux acteurs dudit secteur.

Inscrite dans le cadre de son programme d'actions prioritaires en matière d'infrastructures, la stratégie de redressement et de relance des transports routiers initiée par le Gouvernement togolais et soutenue par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), a pour sous-bassement le programme d'investissement dans le secteur des transports, passé au premier rang des priorités du gouvernement togolais. Le lancement de présents travaux qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la tranche additionnelle du Projet d'Amélioration de la Circulation à Lomé (PACL). Ces nouveaux aménagements visent non seulement à " améliorer la



Le ministre Gnonfam (au milieu) lors de la conférence de presse

fluidité du trafic, réduire le temps de parcours et le coût du transport ", mais également à "réduire le coût d'exploitation des véhicules et améliorer l'assainissement des rues en projets, des rues adjacentes et les quartiers riverains de la zone d'influence du projet ", a expliqué le ministre des Travaux Publics et des Transports, Ninsao Gnonfam, lors de la conférence de presse qui a précédé le lancement officiel de ces travaux.

Les travaux répartis en deux lots, sont confiés à deux sociétés de BTP. Il s'agit de lot n°1 : Boulevard des Armées (3,035km), confié à CECO-BTP SAS, pour un montant de 4.827.794.877 F CFA HT; lot n°2 : Avenue de la victoire et du R.P.T (2,800 km) et Avenue Augustino de Souza (2,944 km), attribué à SOGEA-SATOM pour un montant de 11. 412.167.729 FCFA HT. La BOAD et l'Etat togolais sont les deux pourvoyeurs de fonds pour ces travaux, à hauteur respectivement de 78,94% et 21,06% du montant HT. Le contrat de contrôle des réalisations a été remporté par CIRA/DECO.

S'agissant des qualités techniques, il est prévu des chaussées de 2x3 ou 2x2 voies de 3,50m, larges de 21 ou 14m, auxquelles s'ajoutent des trottoirs de 2,00x2,00 et des caniveaux BA 100x100 et 100x80 de part et d'autre de la chaussée, selon que la route est large (emprise de



Le DG des Travaux Publics présentant les projets sur le terrain

26,5m) ou exigüe (emprise 17,75m) sur l'Avenue de la victoire et du R.P.T. Sur le Boulevard des Armées et sur l'Avenue Augustino de Souza, il est prévu des chaussées de type 2x1 voies de 3,50 m, large de 09 ou 07 m, auxquelles s'ajoutent des trottoirs de 2,00x2,00 et des caniveaux

de 80x100 de part et d'autre de la chaussée.

Avant le démarrage effectif de ces travaux, les populations riveraines sont invitées à réserver un accueil fraternel aux agents des BTP qui ne cherchent qu'à améliorer notre cadre de vie.

JPB

Les écoles confessionnelles Catholiques fermées depuis mardi

Malgré les discussions entre l'archevêque de Lomé, Monseigneur Denis Amouzou-Dzakpa, et les enseignants du catholique sur les revendications de ces derniers, notamment l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie, aucun consensus n'a été trouvé, conséquence : les écoles privées catholiques sont fermées depuis mardi dernier.

" Nous qui sommes de l'enseignement catholique, ne sommes-nous pas des Togolais ? N'enseignons-nous pas des Togolais ? Nos diplômés ne sont-ils pas togolais ? ", se demande M. Narcisse, porte-parole des

enseignants catholiques.

Selon lui, l'Etat et l'Eglise sont en complicité pour les maintenir dans une misère atroce. " L'Etat dit que c'est à l'Eglise qu'il revient de résoudre le problème. Mais quand on approche les responsables de l'Eglise, ils disent qu'ils sont en discussion avec l'Etat. Quelle est cette discussion qui ne finit jamais ? Nous croyons que c'est l'évêque qui doit résoudre ce problème ", a poursuivi le porte-parole.

A en croire, les enseignants, certains agents recrutés il y a trente cinq (35) ans ne sont pas déclarés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Il en est de même pour des Enseignants

volontaires (EV) qui bouclent déjà douze (12) ans dans la profession. Pire, les prélèvements faits sur leurs salaires n'ont jamais été versés à la caisse. Les concernés réclament donc leurs livrets de caisse, avec paiement de tous les prélèvements avant le 31 décembre 2014.

Pour préserver le calme et éviter des perturbations au sein des établissements confessionnels catholiques, l'Archevêque de Lomé, Mgr Denis Amouzou-Dzakpa a décidé la fermeture des écoles, le temps, selon lui, de bien murir les idées et d'apporter une solution adéquate à la situation des enseignants.

Pour sa part, le syndicat des enseignants exige la réouverture des écoles. " Nous exigeons la réouverture des écoles, sinon l'Etat va rencontrer une marrée noire dans la rue dans les jours qui viennent", a martelé le porte-parole.

Les enseignants déplorent également que pendant plus de dix (10) ans, il y en a parmi eux qui gagnent encore 35.000 FCFA. Et cela, pour les enseignants qui travaillent à Lomé. " Il y a des camarades de l'intérieur du pays qui reviennent avec 10.000 FCFA à la fin du mois. Cela n'est rien par rapport au SMIG et c'est déplorable ", a regretté un enseignant.

L'on se demande comment les enseignants catholiques peuvent-ils vivre dans cette précarité pendant que l'Eglise elle-même roule sur des milliards de francs. Vivement que le problème des enseignants soit résolu dans un bref délai surtout que les évaluations de fin de trimestre s'annoncent dans presque toutes les écoles.

Espoir Dao (stagiaire)

Accès à l'électricité pour tous :

La CEET soumet un ambitieux projet à ses partenaires financiers

La Compagnie Energique Electrique du Togo (CEET), dans sa politique d'accès à l'électricité pour tous, a organisé une table ronde des bailleurs de fonds ce jeudi à Lomé, dans le but de soumettre aux investisseurs le projet Plan Directeur des Infrastructures d'énergie électrique du sous-secteur de l'électricité.

Au cours de cette rencontre, la CEET a présenté aux partenaires financiers son " ambitieux " projet d'investissement pour une période couvrant l'horizon 2028. Pour sa réalisation, en réalité, ce projet a besoin d'un financement à hauteur de 170,35 milliards de francs CFA.

Parmi les investisseurs présents à la rencontre, on notait l'Agence Française de Développement (AFD) dont le directeur Benoît Lebeure assure plaider la cause de la CEET dans



Dr Gnadé Djétéli, DG de la CEET

sa démarche de politique d'accès à l'électricité pour tous.

" Aujourd'hui, il s'agit de définir un programme d'investissement futur et l'objectif de cette journée est de concevoir particulièrement le programme pour le développement des activités de la CEET, en terme de déclinaison

de ses priorités afin de permettre à chacun d'y répondre aux mieux de ses moyens ", a-t-il indiqué.

Pour le directeur général de la CEET Gnadé Djétéli, il est fondamental, dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet d'investissement, de soumettre celui-ci aux partenaires finan-

ciers avec l'espoir de mobiliser des ressources financières nécessaires à son financement.

" Nous avons un programme ambitieux de développement des infrastructures et il faut aller à la recherche du financement. Et pour les trouver, il importe de convaincre les institutions financières en leur présentant notre plan d'affaire ", a-t-il précisé.

Ouvrant les travaux de cette rencontre, le ministre des Mines et de l'Energie, Dammipi Noupokou a relevé l'engagement du gouvernement togolais de renforcer le parc national de production et de diversification des sources d'approvisionnement en donnant une part non négligeable aux énergies renouvelables ". En rappel, ce projet a été validé lors d'un atelier le 06 novembre dernier avec l'expertise du cabinet SNC-LAVALIN.

Carole AGHEY

La Fédération Togolaise de Football (FTF) dans l'impasse :

Améyi Gabriel souffle le chaud et le froid

Vomi par " les faiseurs de rois ", les présidents des clubs de football (35 sur 50), le président de la Fédération Togolaise de Football (FTF), Gabriel Mawulawè Améyi, vit des moments très difficiles. Cueilli par la police togolaise, jeudi dernier à sa descente d'avion à Lomé en provenance de Malabo (en Guinée Equatoriale où il a assisté au tirage au sort de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2015, il passe un sale temps à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) suite à une plainte déposée par un homme d'affaires béninois, Sébastien Ajavon. L'homme fort de Womé voit ses charges se corser avec une nouvelle plainte, cette fois-ci, de son compatriote, Shéyi Emmanuel Adébayor, le capitaine des Eperviers du Togo, qui l'accuse d'une vente irrégulière de la même maison promise au Béninois.



Shéyi Adébayor



Améyi Gabriel Mawulawè

Gabriel Mawulawè Améyi, le président de la FTF, est dans de mauvais draps. Le tout puissant

président de l'institution nationale de football a maille à pâtir avec la justice togolaise. Interrogé par la DCPJ suite à une plainte de l'homme d'affaires béninois, Sébastien Ajavon, dans une affaire d'"abus de confiance", l'ancien député du parti au pouvoir longtemps dans le collimateur de la justice togolaise, voit ses charges se décupler après une nouvelle plainte, cette fois-ci de son compatriote et ancien protégé, Shéyi Emmanuel Adébayor, capitaine des Eperviers du Togo. Ce dernier a saisi la justice par le biais du cabinet Me Dogbéau,

pour la vente du même immeuble, objet de la première poursuite.

En effet, selon des sources concordantes, il s'agit d'un immeuble sis dans un quartier chic de la capitale ghanéenne, Accra précédemment cédé à l'homme d'affaires béninois, Sébastien Ajavon, qui aurait été ensuite "revendu" à l'international togolais. Cette affaire à double relents, constitue une arête dans la gorge du "présidentissime" Améyi qui, à un moment donné, s'était cru intouchable, baignant dans toutes les "eaux poissonneuses" en vue de soutirer des

sous comme à son habitude.

Alors qu'il était dans un passé récent pisté dans une affaire d'exportation de grumes au Port autonome de Lomé, l'homme, on ne sait par quelle alchimie, s'était tiré d'affaire in-extremis.

Maintenant que les dieux de Womé l'ont abandonné, on se demande comment fera-t-il pour maintenir son diktat à la tête de la FTF qui se prépare à élire un nouveau bureau exécutif. D'ailleurs, un émissaire de l'instance internationale du ballon, la FIFA, Primo Corvaro, est dans nos murs, et a même rencontré les autorités du pays, notamment le Premier ministre et la Ministre des sports, ainsi que certains acteurs du football, en l'occurrence une délégation des signataires de la déclaration contestant Gabriel Améyi.

Le reliquat du bureau exécutif de la FTF désormais dirigé par le 1er vice-président, Hervé Piza, ne semble pas trouver encore sa stabilité, puisque le congrès extraordinaire préalablement prévu pour se tenir à Kpalimé le 06 décembre dernier, n'a pu avoir lieu. Et pour cause, le président Améyi est aux

mains de la police. Mais la question qui circule sur toutes les lèvres est de savoir si jamais le séjour de Gabriel Améyi se prolongeait du côté de la prison civile de Lomé, l'on devrait-il attendre qu'il soit libéré avant que la Fédération n'organise son congrès ? Pas si sûr dans la mesure où l'homme ne fait pas l'unanimité, certains allant jusqu'à préconiser l'exclusion de tous les acteurs ayant servi un BE de la FTF depuis dix ans.

A cette allure, le ciel du football togolais est loin de s'éclaircir dans la mesure où l'envoyé de la FIFA semble jouer aux prolongations, tendant la perche au nouveau locataire de la prison civile de Lomé.

Tout compte fait, il appartient au ministère de tutelle de situer l'opinion et montrer la voie à suivre, car, il n'est pas compréhensible que le sport roi qui engloutit beaucoup de fonds du contribuable togolais, ne puisse pas donner des résultats satisfaisants. La preuve, le Togo n'est présent à aucune compétition continentale malgré les efforts consentis.

JPB

Selon lance le Rapport 2015 sur le Développement dans le Monde :

La Banque mondiale préconise de repenser l'économie du développement et les politiques mises en œuvre

Le Groupe de la Banque mondiale a lancé, le 2 décembre 2014, son Rapport 2015 sur le Développement dans le Monde.

Intitulé : " Pensée, Société et Comportement ", ce nouveau document préconise de repenser l'économie du développement et les politiques mises en œuvre. Il propose un cadre d'analyse structuré autour de trois principes de prise de décision (la pensée automatique, la pensée sociale et la pensée par modèles mentaux) qui ont des conséquences majeures sur les politiques et actions de développement. Plusieurs recommandations sont faites sur des approches novatrices du développement.

Selon la Banque Mondiale, des politiques de développement conçues en fonction de nouvelles approches des véritables modes de réflexion et de prise de décisions des êtres humains aideront les gouvernements et la société civile à poursuivre plus efficacement les objectifs de développement. Le texte indique qu'une vision plus complète et plus fine du comportement humain peut contribuer à la résolution d'enjeux du développement aussi complexes que la hausse de la productivité, la perpétuation de la pauvreté d'une génération à l'autre et la lutte contre le changement climatique.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2015 revient sur les découvertes récentes et

passionnantes concernant les ressorts psychologiques et sociaux du développement, les solutions pour les identifier et la manière d'agir sur ces déterminants. Ces approches novatrices viennent enrichir la panoplie actuelle d'outils économiques classiques.

Le rapport constate qu'une décision ne procède pas toujours d'un calcul délibéré, indépendant et réfléchi de la part d'un individu mû par son intérêt propre. Le processus réflexif tend au contraire à être rapide et à reposer sur des raccourcis cognitifs et des mentalités communes. En tenant compte de ces facteurs, les pouvoirs publics comme d'autres acteurs peuvent concevoir des programmes qui suscitent chez chaque individu une envie de coopérer à la poursuite d'objectifs partagés.

" La compréhension des ressorts des choix individuels n'est pas seulement utile aux vendeurs de lessives ou de voitures... Elle s'applique aussi au champ du développement, où elle peut nous aider à être plus efficaces dans nos interventions auprès des pauvres et des personnes vulnérables ", souligne Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale.

Il estime que dans le cas de l'épidémie d'Ebola, par exemple, nous devons gérer les phénomènes de stigmatisation, les malentendus entourant les modes de transmission du virus et les réactions de panique inappropriées, soit autant d'aspects qui appartiennent au domaine des préjugés et des biais cognitifs. " Une connaissance plus approfondie de ces ressorts de la pensée pourra nous permettre d'améliorer nos réponses aujourd'hui et à l'avenir, qu'il s'agisse de faire face à une épidémie ou d'agir face à un enjeu mon-

dial comme celui du changement climatique. "

Les interventions doivent tenir compte de ces facteurs et être conçues à l'issue d'un processus d'" apprentissage par la pratique ". Les facteurs et les mentalités affectant les décisions sont liées au contexte et aux conditions locales. Il est difficile de prédire à l'avance quels aspects du design du programme et de sa mise en œuvre déboucheront sur tel ou tel choix de la part d'un individu.

Le rapport opère une synthèse de données scientifiques probantes récentes, toujours plus nombreuses, sur cette approche plus globale du comportement humain afin de les mettre au service du développement. Les politiques économiques classiques n'obtiennent des résultats qu'en présence de dispositions cognitives et de normes sociales adéquates. C'est pourquoi le Rapport sur le développement dans le monde peut contribuer à renforcer l'impact des décisions de politique économique qui seront prises, y compris en matière budgétaire et monétaire. Ma seule crainte, c'est qu'il intéresse davantage les marchands de tout poil en quête de nouvelles cibles et les hommes politiques en campagne que les personnes chargées de concevoir des politiques de développement. "

Les décideurs devraient par conséquent s'efforcer de décaler le moment où les décisions critiques sont prises pour éviter qu'elles n'interviennent lorsque les capacités cognitives sont au plus bas. Ce qui pourrait conduire par exemple à reporter les décisions de scolarisation des enfants à une période où le revenu saisonnier des agriculteurs est plus élevé. De même, il conviendrait aussi de simplifier des décisions habituellement com-

plexes, comme l'inscription dans un programme d'enseignement supérieur. En résumé, ces idées s'appliquent aux situations où prendre une bonne décision peut se révéler malaisé.

Le rapport rappelle que la pauvreté pendant la petite enfance, qui s'accompagne souvent de niveaux de stress élevés et d'un manque d'attention des parents, peut entraver le développement cognitif, d'où l'importance de programmes publics offrant une stimulation suffisante. D'après une étude de vingt ans conduite en Jamaïque ayant pour but de modifier les interactions entre mère et enfants, cette stimulation dans la prime enfance permet à ceux qui en ont bénéficié de gagner, une fois adultes, un revenu supérieur de 25 % à celui des enfants du groupe de contrôle.

Le rapport propose plusieurs approches novatrices du développement à savoir : Faire évoluer les normes sociales ; mettre en place des mécanismes d'engagement de dépenses ; créer des incitations sociales ; recourir aux réseaux sociaux pour amplifier l'impact de programmes d'information ; utiliser les classements et les indicateurs de situation ; instruire par le divertissement

" Les arguments et les conclusions avancés dans le rapport offrent une nouvelle justification à l'action publique. Si les gouvernements sont tenus d'intervenir en cas de défaillance des marchés, ils doivent aussi le faire lorsque certaines politiques peuvent clairement aider les individus à surmonter les obstacles psychologiques et sociaux à une prise de décision judicieuse ", conclut Varun Gauri, co-directeur du rapport.

Pierre A.

AVIS DE DÉCÈS



TOGBUI ODJIMA KALIFE IV, Chef du Canton de Vogon, La famille AGBOH AHOUELETE de Lomé et de Vogon. Veuve AGBOH AHOUELETE Adakou Lucie, née AMEGANVI-KANGNLI. Monsieur AGBOH AHOUELETE Kokouvi Jean-Paul, Président du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), Directeur de publication du journal FOCUS INFOS, ses frères et sœurs. Ont la profonde douleur de vous faire part du rappel à Dieu de :

AGBOH Ahouéléto Tossou Yao Paul,
Adjutant Chef de l'Armée Française à la retraite,
Agent technique de santé à la retraite
Médaille de la Croix du Mérite de l'Union Nationale des Combattants de France
Médaille de la Croix du Combattant de l'Europe
Médaille du Mérite militaire du Togo
Chevalier de l'Ordre du Mono.
Chevalier de l'ordre du mono

Décédé le 12 Novembre 2014 à Lomé à l'âge de 88 ans

PROGRAMME DES OBSEQUES

Mercredi 10 Décembre

18h30 : Veillée de prières et de chants au domicile du défunt sis à Bè 4, Rue Gaitou à Lomé

Jeudi 11 Décembre 2014

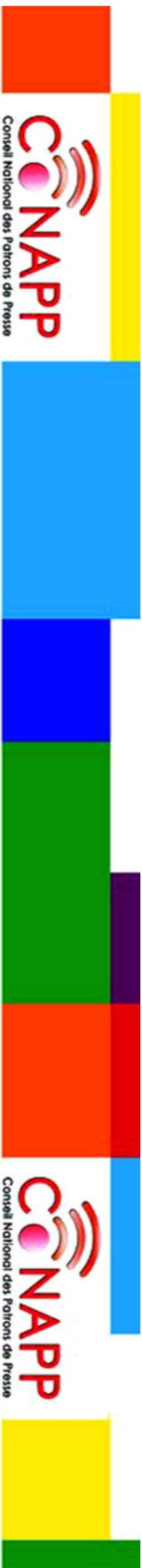
8h00 : Levée du corps
9h00 : Messe d'enterrement en la Paroisse Sainte Marie-Reine du Monde de Bè suivi de l'inhumation au cimetière de Bè Kpota

Dimanche 14 Décembre

10h00 : Messe d'Actions de Grâce en la même église

Les salutations d'usage seront reçues au domicile du défunt.

Maison Mortuaire :
Domicile du défunt sis à Bè 4 Rue Gaitou, Face terrain AGBOH non loin du collège POLYTECHNIQUE BRUCE(TADJIN).



Le Conseil National des Patrons de Presse
présente :

du **16 Décembre**
au **20 Décembre** 2014
au

Centre Agora Senghor

**LES PREMIÈRES
JOURNÉES PORTES
OUVERTES DE LA
PRESSE TOGOLAISE**



CONAPP, la passion d'une profession